

Assemblée des délégués du 18 novembre 2021

## Allocution d'ouverture

*Markus Ritter, conseiller national et président de l'Union suisse des paysans (le discours prononcé fait foi)*

Chères déléguées et chers délégués de l'Union suisse des paysans,  
Chères agricultrices et chers agriculteurs,  
Mesdames et Messieurs,

« Il n'est pas de vent favorable pour celui qui ne sait où il va » : voilà un dicton que nous connaissons sans doute tous. Or, cette année, nous connaissons notre cap : le rejet des deux initiatives « Pour une eau potable propre » et « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse ». Accompagnés de presque toutes les familles paysannes de Suisse, nous avons travaillé dur et, ensemble, avons réglé notre voile de telle manière que le vent nous a menés à bon port le 13 juin. La voie du succès n'a été ni évident ni facile. Nous avons dû affronter des vents contraires et de puissants remous. Les initiants, et même les médias avant eux, ont suscité des craintes injustifiées au sein de la population en donnant une image de l'agriculture qui n'était pas représentative de la réalité. La complexité de notre quotidien, amplifiée cette année par le gel tardif, les nombreux dégâts causés par la grêle, les orages violents, les pluies diluviennes et autres caprices de la météo, a été occultée dans sa totalité. Jamais il n'a été question de l'ampleur des dommages que peuvent causer les maladies, les ravageurs et les adventices. Jamais il n'a été question de l'importance de les repousser d'une manière ou d'une autre pour approvisionner la population en quantités suffisantes d'aliments sains. Dans cette lutte, le recours aux produits phytosanitaires n'est qu'une solution parmi d'autres. Lorsqu'une alternative efficace et envisageable est proposée, nous en faisons volontiers usage.

Nous nous sommes aussi investis dans le cadre de l'initiative parlementaire « Trajectoire de réduction » pour réduire encore davantage les effets négatifs des pesticides sur l'environnement et optimiser la durabilité de la production alimentaire. Par ailleurs, les exigences ne cessent de se multiplier en raison des nombreuses initiatives qui concernent l'agriculture. À présent, nous devons répondre à des objectifs ambitieux en matière non seulement de production végétale, mais aussi d'éléments fertilisants. Or, dans le cas de ces derniers, nous ne savons pas encore tout à fait comment atteindre ces objectifs. Comme d'habitude, nous devons nous attendre à nous voir réprimandés chaque fois que nous n'aurons pas atteint l'un d'eux. D'ailleurs, l'établissement d'objectifs environnementaux pour les autres secteurs de l'économie se fait toujours attendre. Les retombées des deux initiatives phytos extrêmes nous occuperont donc encore longtemps. Dans toutes ces discussions, il est regrettable que les progrès déjà accomplis et les mesures d'optimisation mises en place aient fait l'objet de si peu de reconnaissance. Bien entendu, ne jamais se voir féliciter pour les progrès déjà accomplis nuit à la motivation. Le mécontentement des paysannes et des paysans ne me surprend donc pas lorsqu'ils me disent : « Peu importe ce que nous faisons, ce ne sera jamais assez ».

Ce mécontentement s'accroît encore lorsque nous pensons à la prochaine votation, à savoir l'initiative sur l'élevage intensif. Nous avons ici affaire à une situation paradoxale. Nous, les familles paysannes, fournissons davantage de produits sous label, répondant à des normes strictes en matière de bien-être animal, que nous ne pouvons en vendre. La demande pour ces produits fait défaut. Et voilà qu'arrivent des initiants qui veulent changer notre manière de produire sous prétexte que notre élevage n'est pas assez respectueux des animaux. Ils n'ont que faire de ceux qui ne peuvent ni ne veulent changer leur consommation. Peu leur importe-s'il encouragent le tourisme d'achat et, partant, la consommation

d'aliments produits de manière moins respectueuse des animaux. La seule revendication de l'initiative que j'approuve est de vouloir frapper les importations des mêmes exigences. Cependant, la réalité n'est pas si simple sur ce point : la Suisse ne pourra ou ne voudra jamais imposer pareilles exigences à ses importations. L'ensemble de l'économie ne pourrait supporter que nous nous départissions des engagements commerciaux pris avec l'étranger. Pour les familles paysannes, de tels paradoxes sont difficiles à comprendre. Aujourd'hui, tout un chacun peut acheter les produits désirés. L'offre est plus que suffisante. Plus la population choisira des produits sous labels, plus les familles paysannes produiront en conséquence.

Les initiatives phytos extrêmes et l'initiative sur l'élevage intensif figurent au menu de l'assemblée d'aujourd'hui. Nous serons encore amenés à en parler en détail. De plus, l'initiative paysage, son contre-projet et l'initiative biodiversité nous attendent déjà. Vous recevrez des informations à leur sujet aujourd'hui aussi. Mais ce n'est pas tout : l'initiative pour les glaciers, l'initiative pour la responsabilité environnementale, peut-être une autre initiative sur les pesticides et, une fois encore, un projet visant les cornes des vaches sont aussi en cours de préparation. L'agriculture semble être au cœur des préoccupations de la population. À l'évidence, les gens aimeraient sauver le monde avec la bonne agriculture. Si les choses étaient si simples, nous n'aurions alors plus de soucis à nous faire, nous pourrions nous acheter un deuxième quatre-quatre et reprendre l'avion plusieurs fois par an pour partir en vacances. Nous oublions cependant que chacun a besoin de nourriture au quotidien et que les terres pour la produire se font de plus en plus rares. La faim a disparu de la mémoire collective des pays industrialisés.

Le paradoxe réside aussi dans la nature contradictoire des différentes revendications. À titre d'exemple, l'initiative sur l'élevage intensif voudrait réduire le nombre de volailles autorisées par exploitation. Pour produire la même quantité d'œufs et de viande, l'agriculture devrait construire des milliers de poulaillers supplémentaires. L'initiative paysage veut empêcher toute nouvelle construction dans la zone agricole. Nombreux sont les conflits d'objectifs que connaît l'agriculture. C'est aussi pour cette raison qu'il ne faut pas se concentrer que sur l'agriculture, mais intégrer cette dernière dans un contexte plus général. Pour ce faire, il faudra se mettre à la place du consommateur et prendre en compte l'ensemble de la chaîne de création de valeur ainsi que le comportement d'achat de la population.

Ces recommandations m'amènent à un autre point : la suspension de la PA22+ et le postulat correspondant du Parlement. Nous avons fait campagne pour la suspension, car le nouveau projet n'était encore axé que sur le secteur primaire. Cette nouvelle politique aurait même diminué le taux d'auto-approvisionnement et réduit le revenu des familles paysannes. À l'inverse, le postulat demande l'élaboration d'une politique alimentaire globale. Du champ à l'assiette. Je trouve qu'il s'agit là d'une véritable opportunité, et j'espère, surtout parce que nous y travaillons dur, que les autorités et le Conseil fédéral la reconnaîtront et la saisiront aussi. En outre, nous pouvons maintenant déjà procéder à des améliorations urgentes par le biais d'ordonnances.

La production agricole durable gagnera en importance au cours de ces prochaines années. « L'agriculture verticale », c'est-à-dire la production intensive dans des installations fermées de plusieurs étages, ne pourra pas remplacer la production classique au sol uniquement pour des raisons de coûts et de volumes. Notre défi consiste à nous adapter aux nouveaux besoins, et ce non seulement en matière de technique de production et de répercussions sur l'environnement, mais aussi en vue de satisfaire de nouvelles habitudes de consommation avec nos matières premières indigènes, pour autant que nos recettes couvrent les coûts associés et que nous gagnions un revenu adéquat. La rentabilité de l'agriculture est la condition *sine qua non* pour que les générations à venir embrassent la profession et que nous continuions à augmenter le nombre d'apprentis. C'est le seul moyen pour nous d'assurer un nombre suffisant de chefs d'exploitation à

l'avenir. Il m'importe aussi que nous améliorions la couverture sociale de tous les membres de la famille qui travaillent sur l'exploitation, en particulier celles des femmes paysannes. Là aussi, nous ne laisserons pas le champ libre à la politique, comme vous l'entendrez plus tard.

En cette 124<sup>e</sup> année, nous avons pu constater de manière particulièrement frappante que notre association restait soutenue et notre travail apprécié par nos organisations membres et les familles paysannes de toute la Suisse. De Martin Rufer, notre nouveau directeur, à vous, chères déléguées et chers délégués, en passant par le reste de la direction, les collaborateurs du secrétariat, le Conseil et la Chambre suisse d'agriculture, nous sommes prêts à affronter l'avenir.

Je suis très heureux que nous soyons en mesure de tenir cette assemblée en présentiel malgré le coronavirus. Nous sommes tous lassés de cette crise je pense, aussi ne m'étendrai-je pas davantage sur ce sujet. Fixons-nous à nouveau des objectifs communs de sorte à continuer de faire voile ensemble vers le succès. C'est avec ces mots que j'ouvre l'Assemblée des délégués d'aujourd'hui et que je vous souhaite à toutes et tous la cordiale bienvenue.